

Sans sanctions, les crimes s'ajouteront aux crimes

L'Union Juive Française pour la Paix dénonce l'assassinat du ministre Ziad Abou Ein et adresse ses condoléances au peuple palestinien pour cette mort et pour les deuils quotidiens causés par l'occupation.

Jusqu'à quand le gouvernement israélien pourra-t-il impunément tuer ? Après les civil-e-s de Gaza pulvérisé-e-s cet été, c'est un ministre de l'Autorité Palestinienne, Ziad Abou Ein, qui meurt, victime de l'armée israélienne. Il était en charge des colonies et participait à une manifestation pacifique dont l'objectif était de planter des oliviers pour empêcher les confiscations de terre et des extensions de colonies. Ministre ou pas, il a été pris à la gorge par un soldat en uniforme, frappé violemment et il en est mort.

Jusqu'à quand la communauté internationale tolèrera-t-elle les agissements d'un Etat voyou et de son gouvernement de brutes ? Qu'attend-elle pour mettre Israël au ban des nations, pour forcer cet Etat à arrêter l'occupation, la colonisation et l'apartheid ?

Jusqu'à quand le gouvernement français, si prompt à dénoncer partout « l'islamisme » et le « terrorisme » restera-t-il silencieux face aux crimes de Nétanyahou et de ses acolytes ? Jusqu'à quand continuera-t-il à soutenir de fait la politique israélienne de destruction de la Palestine comme il l'a fait cet été en approuvant l'attaque contre Gaza ?

L'UJFP appelle le gouvernement à sanctionner Israël en dénonçant publiquement le crime qui vient d'être perpétré. Puis à rompre les relations politiques, militaires, économiques, commerciales, culturelles, universitaires, sportives ... avec ce pays.

Devant l'inaction et la complicité des gouvernements, plus que jamais, la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) est l'arme des sociétés civiles pour mettre fin à la violence de l'occupation et pour que les droits du peuple palestinien soient enfin reconnus.

Le BN de l'UJFP le 10 décembre 2014